



















































(b) refuse to grant a waiver to the applicant, or may decide to grant a waiver only in respect of a portion of the prescribed cost, if the access and privacy officer is satisfied that the applicant's access request is in respect of substantially the same information that the head of a responsive public body already provided to the applicant in response to a previous access request by the applicant.

(6) If the access and privacy officer considers it necessary for the purpose of making their decision under subsection 56(1) of the Act, they may require that the applicant provide further information by sending a notice in writing to the applicant that

- (a) specifies the information that the applicant is required to provide; and
- (b) states the reasons why the access and privacy officer considers the information necessary for the purpose of making their decision.

## 18 Accepting information in confidence from another government

(1) For the purpose of subsection 68(1) of the Act, before a public body accepts information in confidence from a government or organization

- (a) the government or organization providing the information must identify the information that it wants the public body to accept in confidence; and
- (b) the head of the public body must determine whether the public body wants to accept the information in confidence, taking into consideration
  - (i) whether the information would be provided if it were not accepted in confidence, and
  - (ii) the reasons why access to the information should be prohibited.

(2) For the purpose of subsection 68(1) of the Act, a public body may accept information in confidence from a government or organization in the following manner:

b) soit refuser d'accorder une dispense au demandeur, ou décider de n'accorder une dispense qu'à l'égard d'une portion du coût réglementaire, si l'agent de l'accès à l'information et la protection de la vie privée est convaincu que la demande d'accès concerne pour une large part les mêmes renseignements que le responsable de l'organisme public a déjà fourni au demandeur en réponse à une demande d'accès précédente du demandeur.

(6) Si l'agent de l'accès à l'information et la protection de la vie privée l'estime nécessaire pour prendre sa décision en vertu du paragraphe 56(1) de la Loi, il peut exiger des renseignements supplémentaires au demandeur en lui présentant une demande écrite :

- a) d'une part, qui précise quels renseignements doivent être fournis;
- b) d'autre part, qui énonce les motifs pour lesquels l'agent de l'accès à l'information et la protection de la vie privée estime que les renseignements sont nécessaires pour prendre sa décision.

## 18 Acceptation à titre confidentiel de renseignements d'un autre gouvernement

(1) Pour l'application du paragraphe 68(1) de la Loi, avant qu'un organisme public accepte des renseignements à titre confidentiel d'un gouvernement ou d'une organisation :

- a) d'une part, le gouvernement ou l'organisation qui fournit les renseignements identifie les renseignements qu'il souhaite que l'organisme public accepte à titre confidentiel;
- b) d'autre part, le responsable de l'organisme public décide si l'organisme public souhaite accepter les renseignements à titre confidentiel en tenant compte de ce qui suit :
  - (i) si les renseignements seraient fournis s'ils n'étaient pas acceptés à titre confidentiel,
  - (ii) les motifs pour lesquels les renseignements devraient être interdits d'accès.

(2) Pour l'application du paragraphe 68(1) de la Loi, un organisme public peut accepter des renseignements à titre confidentiel d'un gouvernement ou d'une organisation de la façon suivante :





- (a) the public body must identify the information that it accepts in confidence by making a physical or electronic notation
- (i) in or on the information within the record in which it is contained, or
- (ii) in or on the record that contains the information;
- (b) the public body must provide the government or organization with a written receipt that
- (i) confirms that the public body accepts the information in confidence,
- (ii) specifies
- (A) the name of the government or organization that provided the public body with the information,
- (B) the types or classes of information that comprise the information that the public body accepts in confidence,
- (C) if applicable, the program or activity of the public body that accepts the information in confidence on behalf of the public body, and
- (D) if applicable, the name and position of the employee who is responsible for the program or activity referred to in clause (C), and
- (iii) sets out the public body's reasons for agreeing to accept the information in confidence, including
- (A) whether the public body considers that the information would have been provided if it were not accepted in confidence, and
- (B) the reasons why the public body considers that access to the information should be prohibited.
- (3) The notation referred to in paragraph (2)(a) may be a symbol or mark that the public body has adopted, in writing, for the purpose of indicating that information has been accepted in confidence.
- a) l'organisme public identifie les renseignements qu'il accepte à titre confidentiel en inscrivant physiquement ou électroniquement une annotation :
- (i) soit dans ou sur les renseignements dans le document qui les contient,
- (ii) soit dans ou sur le document qui contient les renseignements;
- b) l'organisme public fournit un reçu écrit au gouvernement ou à l'organisation ayant fourni les renseignements qui, à la fois :
- (i) confirme que l'organisme public accepte les renseignements à titre confidentiel,
- (ii) précise ce qui suit :
- (A) le nom du gouvernement ou de l'organisation qui a fourni les renseignements à l'organisme public,
- (B) les types ou les catégories de renseignements auxquels appartiennent les renseignements que l'organisme public accepte à titre confidentiel,
- (C) le cas échéant, le programme ou l'activité de l'organisme public qui accepte les renseignements à titre confidentiel pour le compte de l'organisme public,
- (D) le cas échéant, le nom et le poste de l'employé en charge du programme ou de l'activité visé dans la division (C),
- (iii) énonce les motifs de l'organisme public pour convenir d'accepter les renseignements à titre confidentiel, notamment :
- (A) si l'organisme public estime que les renseignements auraient été fournis s'ils n'avaient pas été acceptés à titre confidentiel,
- (B) les motifs pour lesquels l'organisme public estime que les renseignements devraient être interdits d'accès.
- (3) L'annotation visée à l'alinéa (2)a) peut être constituée d'un symbole ou d'une marque que l'organisme public a adopté, par écrit, pour indiquer que les renseignements ont été acceptés à titre confidentiel.

(4) The receipt provided under paragraph (2)(b) must be signed

- (a) by the head of the public body, unless paragraph (b) applies; or
- (b) by the employee referred to in clause (2)(b)(ii)(D).

(5) For greater certainty

- (a) a receipt provided under paragraph (2)(b) is not considered to be a part of the information or record to which it relates; and
- (b) a copy of the receipt must be provided without being redacted in respect of records to which it relates that are responsive to an access request.

(6) A public body that provides a receipt under paragraph (2)(b) must

- (a) retain a copy of the receipt for as long as the public body holds the information as information that has been accepted in confidence and for one year afterwards; and
- (b) store the copy of the receipt with the information or record, as the case may be.

(7) A government or organization that provided information that a public body has accepted in confidence may provide the public body with a written request that the government or organization does not want section 68 of the Act to apply to the information on or after a specified date.

(8) Within 10 business days after the day on which a public body receives a request under subsection (7), the head of the public body must

- (a) decide whether to
  - (i) grant the request, or
  - (ii) refuse the request;
- (b) if the head's decision is to refuse the request, provide the government or organization with reasons for their decision; and
- (c) if the head's decision is to grant the request
  - (i) provide for the notation referred to in paragraph (2)(a) to be invalidated as of the

(4) Le reçu fourni en vertu de l'alinéa (2)b) est signé :

- a) par le responsable de l'organisme public, sauf si l'alinéa b) s'applique;
- b) par l'employé visé dans la division (2)b)(ii)(D).

(5) Il est entendu :

- a) qu'un reçu fourni en vertu de l'alinéa (2)b) n'est pas considéré comme faisant partie des renseignements ou du document qu'il concerne;
- b) qu'une copie du reçu est fournie sans caviardage relativement aux documents qu'il concerne qui sont en réponse à une demande d'accès.

(6) L'organisme public qui fournit un reçu en vertu de l'alinéa (2)b) :

- a) conserve une copie du reçu tant que l'organisme public détient les renseignements comme renseignements acceptés à titre confidentiel et pour une année par la suite;
- b) classe une copie du reçu avec les renseignements ou le document, selon le cas.

(7) Le gouvernement ou l'organisation qui a fourni les renseignements qu'un organisme public a acceptés à titre confidentiel peut présenter une demande écrite à l'organisme public indiquant que le gouvernement ou l'organisation souhaite que l'article 68 de la Loi ne s'applique pas aux renseignements à compter d'une date fixe.

(8) Dans les 10 jours ouvrables suivant la date à laquelle l'organisme public reçoit une demande en vertu du paragraphe (7), le responsable de l'organisme public :

- a) décide :
  - (i) soit de faire droit à la demande,
  - (ii) soit de rejeter la demande;
- b) si sa décision est de rejeter la demande, fournit les motifs de sa décision au gouvernement ou à l'organisation;
- c) si sa décision est de faire droit à la demande :
  - (i) il fait en sorte que l'annotation visée à l'alinéa (2)a) sera annulée à compter de la



date specified in the request or as soon as practicable after that date,

- (ii) provide the government or organization with a receipt confirming that the notation referred to in paragraph (2)(a) has been or will be invalidated as of a particular date, and
- (iii) retain a copy of the receipt provided under subparagraph (ii) for one year after it is provided to the government or organization.

(9) If the head of a public body provides a government or organization with a receipt under subparagraph (8)(c)(ii), the information to which the notation relates is not to be considered as information that the public body has accepted in confidence for the purpose of subsection 68(1) of the Act on and after the day on which the notation is invalidated.

#### **19 Accepting third party business information in confidence**

(1) For the purpose of subsection 69(1) of the Act, before a public body accepts a trade secret of, or the commercial, financial, scientific or technical information of, a third party in confidence

- (a) the head of the public body must advise the third party
  - (i) that paragraph 69(1)(a) of the Act permits the public body to accept only trade secrets and commercial, financial, scientific or technical information in confidence, and
  - (ii) whether, in the context in which the trade secret or information is being provided, there are any types or classes of information that the public body will not accept in confidence;
- (b) the third party must identify the trade secret or information that it wants the public body to accept in confidence; and
- (c) the head of the public body must consider

date fixée dans la demande ou dès que possible après cette date,

- (ii) il fournit au gouvernement ou à l'organisation un reçu confirmant que l'annotation visée à l'alinéa (2)a) a été ou sera annulée à compter d'une date précise,
- (iii) il conserve une copie du reçu fourni en vertu du sous-alinéa (ii) pour une période d'un an après sa remise au gouvernement ou à l'organisation.

(9) Si le responsable d'un organisme public fournit un reçu à un gouvernement ou une organisation en vertu du sous-alinéa (8)c)(ii), les renseignements concernés par l'annotation ne sont pas assimilés à des renseignements que l'organisme public a accepté à titre confidentiel pour l'application du paragraphe 68(1) de la Loi à compter de la date de l'annulation de l'annotation.

#### **19 Acceptation à titre confidentiel de renseignements commerciaux de tiers**

(1) Pour l'application du paragraphe 69(1) de la Loi, avant d'accepter à titre confidentiel des secrets industriels ou des renseignements commerciaux, financiers, scientifiques ou techniques d'un tiers :

- a) le responsable de l'organisme public avise le tiers :
  - (i) que l'alinéa 69(1)a) de la Loi ne permet à l'organisme public d'accepter des secrets industriels ou des renseignements commerciaux, financiers, scientifiques ou techniques qu'à titre confidentiel,
  - (ii) si, dans le contexte dans lequel des secrets industriels ou des renseignements sont fournis, il y a des types ou des catégories de renseignements que l'organisme public n'acceptera pas à titre confidentiel;
- b) le tiers précise quels sont les secrets industriels ou renseignements qu'il souhaite que l'organisme public accepte à titre confidentiel;
- c) le responsable de l'organisme public tient compte des facteurs suivants :

- (i) whether the trade secret or information would be provided if it were not accepted in confidence, and
- (ii) whether the information was required to be provided under an enactment.

(2) For the purpose of paragraph 69(1)(a) of the Act, a public body may accept a trade secret of, or the commercial, financial, scientific or technical information of, a third party in confidence in the following manner:

- (a) the public body must identify the trade secret or commercial, financial, scientific or technical information that it accepts in confidence by making a physical or electronic notation

- (i) in or on the information within the record in which it is contained, or
- (ii) in or on the record that contains the information;

- (b) the public body must provide the third party with a written receipt that

- (i) confirms that the public body accepts the trade secret or commercial, financial, scientific or technical information in confidence, and

- (ii) specifies

- (A) the name of the third party that provided the public body with the trade secret or information,
- (B) the types or classes of information that comprise the trade secret or information that the public body accepts in confidence,
- (C) if applicable, the program or activity of the public body that accepts the trade secret or information in confidence on behalf of the public body, and
- (D) if applicable, the name and position of the employee who is responsible for the program or activity referred to in clause (C),

- (i) si les secrets industriels ou les renseignements seraient fournis s'ils n'étaient pas acceptés à titre confidentiel,
- (ii) s'il était obligatoire de fournir les renseignements en vertu d'un texte.

(2) Pour l'application de l'alinéa 69(1)a) de la Loi, un organisme public peut accepter des secrets industriels ou des renseignements commerciaux, financiers, scientifiques ou techniques d'un tiers à titre confidentiel de la façon suivante :

- a) l'organisme public identifie les secrets industriels ou les renseignements commerciaux, financiers, scientifiques ou techniques qu'il accepte à titre confidentiel en inscrivant physiquement ou électroniquement une annotation :

- (i) soit dans ou sur les renseignements dans le document qui les contient,
- (ii) soit dans ou sur le document qui contient les renseignements;

- b) l'organisme public fournit un reçu écrit au tiers qui :

- (i) confirme que l'organisme public accepte le secret industriel ou les renseignements commerciaux, financiers, scientifiques ou techniques à titre confidentiel,

- (ii) précise ce qui suit :

- (A) le nom du tiers qui a fourni les secrets industriels ou les renseignements à l'organisme public,
- (B) les types ou les catégories de renseignements auxquels appartiennent les secrets industriels ou les renseignements que l'organisme public accepte à titre confidentiel,
- (C) le cas échéant, le programme ou l'activité de l'organisme public qui accepte les secrets industriels ou les renseignements à titre confidentiel pour le compte de l'organisme public,
- (D) le cas échéant, le nom et le titre du poste de l'employé en charge du programme ou de l'activité visé à la division (C),



- (iii) if the trade secret or information was required to be provided under an enactment, sets out the provision of the enactment under which it was provided, and
- (iv) sets out the public body's reasons for agreeing to accept the trade secret or information in confidence, including the reasons why the public body considers that access to the trade secret or information should be prohibited.
- (3) The notation referred to in paragraph (2)(a) may be a symbol or mark that the public body has adopted, in writing, for the purpose of indicating that information has been accepted in confidence.
- (4) The receipt provided under paragraph (2)(b) must be signed
- (a) by the head of the public body, unless paragraph (b) applies; or
- (b) by the employee referred to in clause (2)(b)(ii)(D).
- (5) For greater certainty
- (a) a receipt provided under paragraph (2)(b) is not considered to be a part of the information or record to which it relates; and
- (b) a copy of the receipt must be provided without being redacted in respect of records to which it relates that are responsive to an access request.
- (6) A public body that provides a receipt under paragraph (2)(b) must
- (a) retain a copy of the receipt for as long as the public body holds the trade secret or information as information that has been accepted in confidence and for one year afterwards; and
- (b) store the copy of the receipt with the information or record, as the case may be.
- (7) A third party that provided a record containing a trade secret or commercial, financial, scientific or technical information that a public body has accepted in confidence may provide the public body with a written request that the third party does not want
- (iii) si les secrets industriels ou les renseignements devaient être fournis en vertu d'un texte, précise en vertu de quelle disposition du texte ils ont été fournis,
- (iv) énonce les motifs de l'organisme public pour convenir d'accepter les secrets industriels ou les renseignements à titre confidentiel, y compris les motifs pour lesquels l'organisme public estime que les secrets industriels ou les renseignements devraient être interdits d'accès.
- (3) L'annotation visée à l'alinéa (2)a) peut être constituée d'un symbole ou d'une marque que l'organisme public a adopté, par écrit, pour indiquer que des renseignements ont été acceptés à titre confidentiel.
- (4) Le reçu fourni en vertu de l'alinéa (2)b) est signé :
- a) par le responsable de l'organisme public, sauf si l'alinéa b) s'applique;
- b) par l'employé visé à la division (2)b)(ii)(D).
- (5) Il est entendu :
- a) qu'un reçu fourni en vertu de l'alinéa (2)b) n'est pas considéré comme faisant partie des renseignements ou du document qu'il concerne;
- b) qu'une copie du reçu est fournie sans caviardage relativement aux documents qu'il concerne qui sont en réponse à une demande d'accès.
- (6) L'organisme public qui fournit un reçu en vertu de l'alinéa (2)b) :
- a) conserve une copie du reçu tant que l'organisme public détient le secret industriel ou les renseignements comme renseignements acceptés à titre confidentiel et pour une année par la suite;
- b) classe la copie du reçu avec les renseignements ou le document, selon le cas.
- (7) Le tiers qui a fourni un document contenant un secret industriel ou des renseignements commerciaux, financiers, scientifiques ou techniques qu'un organisme public a accepté à titre confidentiel peut présenter une demande écrite à l'organisme public indiquant que le

section 69 of the Act to apply to the trade secret or information in the record on or after a specified date.

(8) Within 10 business days after the day on which the public body receives a request under subsection (7), the head of the public body must

- (a) decide whether to
  - (i) grant the request, or
  - (ii) refuse the request;
- (b) if the head's decision is to refuse the request, provide the third party with reasons for their decision; and
- (c) if the head's decision is to grant the request
  - (i) provide for the notation referred to in paragraph (2)(a) to be invalidated as of the date specified in the request or as soon as practicable after that date,
  - (ii) provide the third party with a receipt confirming that the notation referred to in paragraph (2)(a) has been or will be invalidated as of a particular date, and
  - (iii) retain a copy of the receipt provided under subparagraph (ii) for one year after it is provided to the third party.

(9) If the head of a public body provides a third party with a receipt under subparagraph (8)(c)(ii), the trade secret or information to which the notation relates is not to be considered as a trade secret or information that the public body has accepted in confidence for the purpose of subsection 69(1) of the Act on and after the day on which the notation is invalidated.

## 20 Confirming information or identity to be held in confidence

(1) For the purpose of paragraph 80(1)(b) of the Act, before a public body confirms that it will hold information provided by an individual or an individual's identity in confidence

- (a) the individual who provides the information must

tiers souhaite que l'article 69 de la Loi ne s'applique pas au secret industriel ou aux renseignements dans le document à compter d'une date fixe.

(8) Dans les 10 jours ouvrables suivant la date à laquelle l'organisme public reçoit une demande d'un tiers en vertu du paragraphe (7), le responsable de l'organisme public :

- a) décide :
  - (i) soit de faire droit à la demande,
  - (ii) soit de rejeter la demande;
- b) si sa décision est de rejeter la demande, fournit les motifs de sa décision au tiers;
- c) si sa décision est de faire droit à la demande :
  - (i) il fait en sorte que l'annotation visée à l'alinéa (2)a) soit annulée à compter de la date fixée dans la demande ou dès que possible après cette date,
  - (ii) il fournit au tiers un reçu confirmant que l'annotation visée à l'alinéa (2)a) a été ou sera annulée à compter d'une date précise,
  - (iii) il conserve une copie du reçu fourni en vertu du sous-alinéa (ii) pour une période d'un an après sa remise au tiers.

(9) Si le responsable d'un organisme public fournit un reçu à un tiers en vertu du sous-alinéa (8)c)(ii), le secret industriel ou les renseignements concernés par l'annotation ne sont plus assimilés à un secret industriel ou des renseignements que l'organisme public a acceptés à titre confidentiel pour l'application du paragraphe 69(1) de la Loi à compter de la date de l'annulation de l'annotation.

## 20 Confirmation des renseignements ou de l'identité détenus à titre confidentiel

(1) Pour l'application de l'alinéa 80(1)b) de la Loi, avant que l'organisme public confirme qu'il détiendra à titre confidentiel les renseignements fournis par un particulier ou l'identité du particulier :

- a) le particulier qui fournit les renseignements :



- (i) identify the information that they want the public body to confirm that it will hold in confidence, or
- (ii) specify that the individual wants the public body to confirm that it will hold the individual's identity in confidence; and
- (b) the head of the public body or the employee who is responsible for the program or activity to which the information is being provided must determine whether the public body wants to hold the information or identity in confidence, taking into consideration
- (i) whether the information or identity of the individual would be provided if the public body did not agree to hold it in confidence, and
- (ii) the reasons why access to the information should be prohibited.
- (2) For the purpose of paragraph 80(1)(b) of the Act, a public body may confirm that it will hold information in confidence, including the identity of an individual, in the following manner:
- (a) the public body must identify the information that it will hold in confidence by making a physical or electronic notation
- (i) in or on the information within the record in which it is contained, or
- (ii) in or on the record that contains the information;
- (b) the head of the public body, or the employee who is responsible for the program or activity of the public body that will hold the information in confidence on behalf of the public body, must provide the individual with a written receipt that
- (i) confirms that the public body will hold the information in confidence,
- (ii) specifies
- (A) the name of the individual who provided the public body with the information,
- (i) soit identifie les renseignements pour lesquels il demande confirmation qu'ils seront détenus à titre confidentiel par l'organisme public,
- (ii) soit précise qu'il veut que l'organisme public confirme qu'il détiendra à titre confidentiel l'identité du particulier;
- b) le responsable de l'organisme public ou l'employé en charge du programme ou de l'activité à qui les renseignements sont fournis détermine si l'organisme public veut détenir les renseignements ou l'identité à titre confidentiel en tenant compte de ce qui suit :
- (i) si les renseignements ou l'identité du particulier seraient fournis si l'organisme public n'acceptait pas de les détenir à titre confidentiel,
- (ii) les motifs pour lesquels les renseignements devraient être interdits d'accès.
- (2) Pour l'application de l'alinéa 80(1)b) de la Loi, un organisme public peut confirmer qu'il détiendra à titre confidentiel des renseignements, y compris l'identité d'un particulier, de la façon suivante :
- a) l'organisme public identifie les renseignements qu'il détiendra à titre confidentiel en inscrivant physiquement ou électroniquement une annotation :
- (i) dans ou sur les renseignements dans le document qui les contient,
- (ii) dans ou sur le document qui contient les renseignements;
- b) le responsable de l'organisme public, ou l'employé en charge du programme ou de l'activité de l'organisme public qui va détenir les renseignements à titre confidentiel pour le compte de l'organisme public, fournit un reçu écrit au particulier qui :
- (i) confirme que l'organisme public va détenir les renseignements à titre confidentiel,
- (ii) précise ce qui suit :
- (A) le nom du particulier qui a fourni les renseignements à l'organisme public,

- (B) the types or classes of information that comprise the information that is to be held in confidence,
  - (C) if applicable, the program or activity of the public body that will hold the information in confidence on behalf of the public body, and
  - (D) if applicable, the name and position of the employee who is responsible for the program or activity referred to in clause (C), and
- (iii) sets out the public body's reasons for agreeing to hold the information in confidence.

(3) The notation referred to in paragraph (2)(a) may be a symbol or mark that the public body has adopted, in writing, for the purpose of indicating that the information is information that the public body has agreed to hold in confidence.

(4) A receipt provided under paragraph (2)(b) must be signed

- (a) by the head of the public body, unless paragraph (b) applies; or
- (b) by the employee referred to in clause (2)(b)(ii)(D).

(5) For greater certainty

- (a) a receipt provided under paragraph (2)(b) is not considered to be a part of the information or record to which it relates; and
- (b) subject to subsection (6), a copy of the receipt must be provided without being redacted in respect of records to which it relates that are responsive to an access request.

(6) If the public body confirmed that it would hold the identity of an individual in confidence, the name of the individual and any other information in the receipt that could reasonably be expected to reveal the identity of the individual must be redacted before a copy of the receipt is provided.

(7) A public body that provides a receipt under paragraph (2)(b) must

- (B) les types ou catégories auxquels appartiennent les renseignements à détenir à titre confidentiel,
  - (C) le cas échéant, le programme ou l'activité de l'organisme public qui détiendra les renseignements à titre confidentiel pour le compte de l'organisme public,
  - (D) le cas échéant, le nom et le poste de l'employé en charge du programme ou de l'activité visé dans la division (C),
- (iii) énonce les motifs de l'organisme public pour consentir à détenir les renseignements à titre confidentiel.

(3) L'annotation visée à l'alinéa (2)a) peut être constituée d'un symbole ou d'une marque que l'organisme public a adopté, par écrit, pour indiquer que les renseignements sont des renseignements que l'organisme public a accepté de détenir à titre confidentiel.

(4) Le reçu fourni en vertu de l'alinéa (2)b) est signé :

- a) par le responsable de l'organisme public, sauf si l'alinéa b) s'applique;
- b) par l'employé visé dans la division (2)b)(ii)(D).

(5) Il est entendu :

- a) qu'un reçu fourni en vertu de l'alinéa (2)b) n'est pas considéré comme faisant partie des renseignements ou du document qu'il concerne;
- b) que sous réserve du paragraphe (6), une copie du reçu est fournie sans caviardage relativement aux documents qu'il concerne qui sont en réponse à une demande d'accès.

(6) Si l'organisme public a confirmé qu'il détiendrait l'identité d'un particulier à titre confidentiel, le nom du particulier et tout autre renseignement dans le reçu qui pourrait vraisemblablement permettre de révéler l'identité du particulier doivent être caviardés avant qu'une copie du reçu soit remise.

(7) L'organisme public qui fournit un reçu en vertu de l'alinéa (2)b) :





- (a) retain a copy of the receipt for as long as the public body holds the information in confidence and for one year afterwards; and
- (b) store the copy of the receipt with the information or record, as the case may be.

(8) An individual that provided information that a public body has agreed to hold in confidence or who requested that their identity be held in confidence may provide the public body with a written request that the individual does not want the public body to hold the information or their identity in confidence under paragraph 80(1)(b) of the Act on or after a specified date.

(9) Within 10 business days after the day on which a public body receives a request under subsection (8), the head of the public body must

- (a) decide whether to
  - (i) grant the request, or
  - (ii) refuse the request;
- (b) if the head's decision is to refuse the request, provide the individual with reasons for their decision; and
- (c) if the head's decision is to grant the request
  - (i) provide for the notation referred to in paragraph (2)(a) to be invalidated as of the date specified in the request or as soon as practicable after that date,
  - (ii) provide the individual with a receipt that states that the notation referred to in paragraph (2)(a) has been or will be invalidated as of a particular date, and
  - (iii) retain a copy of the receipt for one year after it is provided to the individual.

(10) If the head of a public body provides an individual with a receipt under subparagraph (9)(c)(ii), the information to which the receipt relates is not to be considered as information that the public body has confirmed that it will hold in confidence for the purpose of paragraph 80(1)(b) of the Act on and after the day on which the notation is invalidated.

- a) conserve une copie du reçu tant que l'organisme public détient les renseignements à titre confidentiel et pour une année par la suite;
- b) classe une copie du reçu avec les renseignements ou le document, selon le cas.

(8) Le particulier qui a fourni les renseignements qu'un organisme public a accepté de détenir à titre confidentiel ou qui a demandé que son identité soit détenue à titre confidentiel peut présenter une demande écrite à l'organisme public indiquant qu'il ne souhaite pas que l'organisme détienne les renseignements ou son identité à titre confidentiel en vertu de l'alinéa 80(1)b) de la Loi à compter d'une date fixe.

(9) Dans les 10 jours ouvrables suivant la date à laquelle l'organisme public reçoit une demande d'un particulier en vertu du paragraphe (8), le responsable de l'organisme public :

- a) décide :
  - (i) soit de faire droit à la demande,
  - (ii) soit de rejeter la demande;
- b) si sa décision est de rejeter la demande, fournit les motifs de sa décision au particulier;
- c) si sa décision est de faire droit à la demande :
  - (i) il fait en sorte que l'annotation visée à l'alinéa (2)a) soit annulée à compter de la date fixée dans la demande ou dès que possible après cette date,
  - (ii) il fournit au particulier un reçu confirmant que l'annotation visée à l'alinéa (2a) a été ou sera annulée à compter d'une date précise,
  - (iii) il conserve une copie du reçu pour une période d'un an après sa remise au particulier.

(10) Si le responsable d'un organisme public fournit un reçu à un particulier en vertu du sous-alinéa (9)c)(ii), les renseignements visés par le reçu ne sont pas assimilés à des renseignements que l'organisme public a confirmé qu'il détiendrait à titre confidentiel pour l'application de l'alinéa 80(1)b) de la Loi à compter de la date de l'annulation de l'annotation.



**PART 5****GENERAL AND TRANSITIONAL PROVISIONS****21 Prescribed days for deemed receipt of notice**

The number of days prescribed for the purpose of paragraph 119(b) of the Act is the lesser of

- (a) if the public body receives confirmation that the notice has been received, the number of days elapsed from the day the notice was delivered or sent to the day the confirmation is received; and
- (b) five business days.

**22 Information received in confidence under former Act**

(1) Information referred to in paragraph 20(1)(b) of the former Act is deemed to have been accepted in confidence in the prescribed manner for the purpose of section 68 of the Act, and section 68 of the Act applies to the information.

(2) This section is made under section 131 of the Act, and section 131 of the Act applies to the amendment of this section.

**23 Coming into force**

This Regulation comes into force on the later of the following days:

- (a) the day on which the *Access to Information and Protection of Privacy Act*, S.Y. 2018, c.9 comes into force;
- (b) the day on which it is filed with the registrar of regulations under the *Regulations Act*.

**PARTIE 5****DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES****21 Nombre de jours prévu par règlement pour la réception présumée de l'avis**

Le nombre de jours prévu par règlement en vertu de l'alinéa 119b) de la Loi est l'un ou l'autre des nombres suivants :

- a) si l'organisme public reçoit la confirmation que l'avis a été reçu, le nombre de jours écoulés entre la date de remise ou d'envoi et la date de réception de la confirmation;
- b) cinq jours ouvrables, si ce nombre est moins élevé.

**22 Renseignements reçus à titre confidentiel sous le régime de la loi antérieure**

(1) Les renseignements visés à l'alinéa 20(1)b) de la loi antérieure sont réputés avoir été acceptés à titre confidentiel de la façon réglementaire pour l'application de l'article 68 de la Loi et l'article 68 de la Loi s'applique à ces renseignements.

(2) Le présent article est pris en vertu de l'article 131 de la Loi et l'article 131 de la Loi s'applique à la modification du présent article.

**23 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur :

- a) à la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, L.Y. 2018, ch.9;
- b) si elle est ultérieure, à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements en vertu de la *Loi sur les règlements*.



<b>SCHEDULE 1</b>	
<b>PART 1</b>	
<b>Statutory bodies that are programs or activities of a ministerial body</b>	
<b>Column 1</b>	<b>Column 2</b>
<b>Ministerial body</b>	<b>Statutory bodies</b>
Department of Community Services and the office of the minister responsible	Midwives Advisory Committee Pharmacy Advisory Committee Physiotherapists Advisory Committee Registered Psychiatric Nurses Advisory Committee Whitehorse Public Library Board Yukon Recreation Advisory Committee
Department of Economic Development and the office of the minister responsible	Business Development Advisory Board Energy Infrastructure Loans for Resource Development Application Review Committee
Department of Education and the office of the minister responsible	Apprentice Advisory Board Each Trade Advisory Committee
Department of Energy, Mines and Resources and the office of the minister responsible	Agriculture Development Council Appeal Panel, <i>Oil and Gas Act</i> Minerals Advisory Board
Department of Environment and the office of the minister responsible	Yukon Council on the Economy and the Environment
Department of Finance and the office of the minister responsible	None
Department of Health and Social Services and the office of the minister responsible	None
Department of Highways and Public Works and the office of the minister responsible	Yukon Aviation Advisory Committee
Department of Justice and the office of the minister responsible	Auxiliary Police Advisory Committee Community Advisory Board, <i>Corrections Act, 2009</i> Crime Prevention and Victims Services Trust Board of Trustees Office of the Workers Advocate Yukon Police Council
Department of Tourism and Culture and the office of the minister responsible	Yukon Arts Advisory Council
Executive Council Office and the office of the minister responsible	Order of Yukon Advisory Council

French Language Services Directorate and the office of the minister responsible	None
Public Service Commission and the office of the minister responsible	Joint Management Committee, <i>Public Service Group Insurance Benefits Plan Act</i>
Women's Directorate and the office of the minister responsible	Yukon Advisory Council on Women's Issues
Workers' Compensation, Health and Safety Board and the office of the minister responsible	Office of the Workers Advocate
Yukon Development Corporation and the office of the minister responsible	None
Yukon Housing Corporation and the office of the minister responsible	Carcross Housing Advisory Board Carmacks Housing Advisory Board Dawson City Housing Advisory Board Faro Housing Advisory Board Haines Junction Housing Advisory Board Mayo Housing Advisory Board Ross River Housing Advisory Board Teslin Housing Advisory Board Watson Lake Housing Advisory Board Whitehorse Housing Advisory Board
Yukon Liquor Corporation and the office of the minister responsible	Cannabis Licensing Board Distributor Corporation, <i>Cannabis Control and Regulation Act</i> Yukon Liquor Corporation Board of Directors
Yukon Lottery Commission and the office of the minister responsible	None

**PART 2****Statutory bodies that are public bodies**

<b>Column 1</b>	<b>Column 2</b>
<b>Statutory body</b>	<b>Head</b>
Each Advisory Committee, <i>Child and Family Services Act</i>	Chair
Appeal Board, <i>Animal Health Act</i>	Chair
Appeal Board, <i>Gas Burning Devices Act</i>	Chair
Appeal Board, <i>Insurance Act</i>	Chair
Appeal Committee, <i>Apprentice Training Act</i>	Chair
Assessment Appeal Board, <i>Assessment and Taxation Act</i>	Chair



Bid Challenge Committee, <i>Financial Administration Act</i>	Chair
Board of Inquiry, <i>Chiropractors Act</i>	Chair
Board of Inquiry, <i>Dental Profession Act</i>	Chair
Board of Inquiry, <i>Municipal Act</i>	Chair
Board of Inquiry, <i>Optometrists Act</i>	Chair
Board of Negotiation, <i>Expropriation Act</i>	Chair
Capability and Consent Board, <i>Care Consent Act</i>	Chair
Central East Yukon Assessment Review Board, <i>Assessment and Taxation Act</i>	Chair
Central Yukon Assessment Review Board, <i>Assessment and Taxation Act</i>	Chair
Committee of Inquiry, <i>Licensed Practical Nurses Act</i>	Chair
Concession and Compensation Review Board, <i>Wildlife Act</i>	Chair
Discipline Committee – Midwives, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Discipline Committee – Pharmacists, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Discipline Committee – Physiotherapists, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Discipline Committee – Registered Psychiatric Nurses, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Discipline Panel, <i>Licensed Practical Nurses Act</i>	Chair
Driver Control Board, <i>Motor Vehicles Act</i>	Chair
Education Appeal Tribunal, <i>Education Act</i>	Chair
Electoral District Boundaries Commission, <i>Elections Act</i>	Chair
Electrical Safety Standards Board, <i>Electrical Protection Act</i>	Chair
Employment Standards Board, <i>Employment Standards Act</i>	Chair
Hospital Privileges Appeal Board, <i>Hospital Act</i>	Chair
Licensed Practical Nurses Advisory Committee, <i>Licensed Practical Nurses Act</i>	Chair
Mediation Board, <i>Mediation Board Act</i>	Chair
Medical Audits Committee, <i>Travel for Medical Treatment Act</i>	Chair

National Safety Code Review Board, <i>Motor Vehicles Act</i>	Chair
North Yukon Assessment Review Board, <i>Assessment and Taxation Act</i>	Chair
Private Investigators and Security Agencies Review Board, <i>Private Investigators and Security Guards Act</i>	Chair
Review Committee – Midwives, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Review Committee – Pharmacists, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Review Committee – Physiotherapists, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Review Committee – Registered Psychiatric Nurses, <i>Health Professions Act</i>	Chair
Social Assistance Review Committee, <i>Social Assistance Act</i>	Chair
Southeast Yukon Assessment Review Board, <i>Assessment and Taxation Act</i>	Chair
Southwest Yukon Assessment Review Board, <i>Assessment and Taxation Act</i>	Chair
Student Financial Assistance Committee, <i>Student Financial Assistance Act, 2016</i>	Chair
Teacher Certification Board, <i>Education Act</i>	Chair
Teaching Profession Appeal Board, <i>Teaching Profession Act</i>	Chair
Teacher Qualification Board, <i>Education Act</i>	Chair
Training and Selection Committee, <i>Rehabilitation Services Act</i>	Chair
Wilderness Tourism Licensing Appeal Board, <i>Wilderness Tourism Licensing Act</i>	Chair
Workers' Compensation Health and Safety Board, <i>Workers' Compensation Act</i>	Chair
Yukon Advisory Committee on Nursing, <i>Health Act</i>	Chair
Yukon Arts Centre Corporation, <i>Arts Centre Act</i>	Chief Executive Officer
Yukon Arts Centre Corporation Board of Directors, <i>Arts Centre Act</i>	Chair
Yukon Child Care Board, <i>Child Care Act</i>	Chair
Yukon Hospital Corporation, <i>Hospital Act</i>	Chief Executive Officer
Yukon Hospital Corporation Board of Trustees, <i>Hospital Act</i>	Chair



Yukon Lottery Appeal Board, <i>Lottery Licensing Act</i>	Chair
Yukon Medical Council, <i>Medical Profession Act</i>	Chair
Yukon Municipal Board, <i>Municipal Act</i>	Chair
Yukon Rehabilitation Services Board, <i>Rehabilitation Services Act</i>	Chair
Yukon University, <i>Yukon University Act</i>	President
Yukon University Board of Governors, <i>Yukon University Act</i>	Chair
Yukon Utilities Board, <i>Public Utilities Act</i>	Chair
Zoning Appeal Board, <i>Area Development Act</i>	Chair

<b>PART 3</b>	
<b>Entities prescribed as public bodies</b>	
<b>Column 1</b>	<b>Column 2</b>
<b>Entity</b>	<b>Head</b>
Yukon Energy Corporation	President

<b>SCHEDULE 2 PUBLIC REGISTRIES</b>	
<b>Column 1</b>	<b>Column 2</b>
<i>Access to Information and Protection of Privacy Act</i> (subsection 85(1), paragraph 41(1)(a))	Access to Information Registry Open Access Register
<i>Brands Act</i> (subsection 5(3))	Register of Brands
<i>Building Standards Act</i> (OIC 2015/250, paragraph 33(a))	Register of Oil Burner Mechanics
<i>Business Corporations Act</i>	Corporate Registry
<i>Chiropractors Act</i> (section 3)	Chiropractic Register
<i>Consumers Protection Act</i>	Collection Agent Register
<i>Cooperative Associations Act</i> (subsection 2(1))	Cooperative Associations Registry
<i>Dental Profession Act</i> (subsections 4(1), 23(1) and section 24)	Dental Register Dental Hygienists Register Dental Therapists Register
<i>Denturists Act</i> (subsection 3(2))	Register of Denturists
<i>Electrical Protection Act</i> (OIC 1992/017, subsection 4(1))	Register of Electrical Contractors
<i>Environment Act</i> (section 114, subsection 158(3), OIC 2000/11, subsection 11(1))	Public Register of Notices of Non-Compliance Public Registry of Contaminated Sites Solid Waste Permit Registry
<i>Executions Act</i> (section 10)	Register of Notices of Seizure
<i>Funeral Directors Act</i> (subsection 3(2))	Funeral Directors Register
<i>Health Professions Act</i> (OIC 2021/08, OIC 2007/19, OIC 2009/134, OIC 2019/97)	Register of Midwives Register of Pharmacists Register of Physiotherapists Register of Psychiatric Nurses
<i>Insurance Act</i> (section 8)	Register of Licences
<i>Lands Act</i> (OIC 1983/192, subsections 5(1),5(2),5(3))	GeoYukon and its successor applications Lands Act Register Non-Compliance Register
<i>Licensed Practical Nurses Act</i> (paragraph 6(c))	Licensed Practical Nurses Register
<i>Marriage Act</i> (subsection 2(1))	Register of Clerics





<i>Medical Profession Act</i> (paragraphs 9(1)(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i))	Administrative Register Corporate Register Courtesy Register Educational Register Emergency Register Limited Family Practice Register Limited Specialty Practice Register Medical Register Medical Specialist Register Provisional Licensees Register
<i>Notaries Act</i> (subsection 1(2))	Roll of Notaries Public
<i>Optometrists Act</i> (section 2)	Optometrist Register
<i>Partnerships and Business Names Act</i>	Register of Partnerships and Business Names
<i>Pawnbroker and Second Hand Dealer Act</i>	Pawnbroker and Second Hand Dealer Register
<i>Personal Property Security Act</i> (section 40)	Personal Property Security Registry
<i>Pharmacy and Drug Act</i> (section 8)	Register of Licensed Pharmacies and Licensed Rural Dispensaries
<i>Placer Mining Act</i> (section 9)	Books of record and documents filed in the office of a mining recorder
<i>Private Investigators and Security Guards Act</i>	Yukon Security Agency Register Yukon Security Professional Register
<i>Quartz Mining Act</i> (section 5)	Books of record and documents filed in the office of a mining recorder
<i>Real Estate Agents Act</i>	Real Estate Agents Register
<i>Societies Act</i>	Registry of Societies
<i>Territorial Lands (Yukon) Act</i>	GeoYukon and its successor applications
<i>Wilderness Tourism Licensing Act</i> (subsection 4(4))	Register of Wilderness Tourism Licensees

<b>ANNEXE 1</b>	
<b>PARTIE 1</b>	
<b>Organismes créés par une loi qui constituent des programmes ou des activités d'un organisme ministériel</b>	
<b>Colonne 1</b>	<b>Colonne 2</b>
<b>Organismes ministériels</b>	<b>Organismes créés par une loi</b>
Ministère des Services aux collectivités et Bureau du ministre responsable	Comité consultatif sur la profession de sage-femme Comité consultatif de la pharmacie Comité consultatif des physiothérapeutes Comité consultatif des infirmières psychiatriques autorisées Conseil de la bibliothèque publique de Whitehorse Comité consultatif des loisirs du Yukon
Ministère du Développement économique et Bureau du ministre responsable	Comité consultatif sur le développement de l'entreprise Comité d'examen sur les prêts concernant l'infrastructure énergétique pour le développement des ressources
Ministère de l'Éducation et Bureau du ministre responsable	Conseil consultatif de l'apprentissage Chaque comité consultatif sur les métiers
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et Bureau du ministre responsable	Conseil de l'aménagement agricole Conseil consultatif sur l'exploitation minière au Yukon Comité d'appel, <i>Loi sur le pétrole et le gaz</i>
Ministère de l'Environnement et Bureau du ministre responsable	Conseil de l'économie et de l'environnement du Yukon
Ministère des Finances et Bureau du ministre responsable	Aucun
Ministère de la Santé et des Affaires sociales et Bureau du ministre responsable	Aucun
Ministère de la Voirie et des Travaux publics et Bureau du ministre responsable	Comité consultatif du Yukon sur l'aviation
Ministère de la Justice et Bureau du ministre responsable	Bureau du défenseur des travailleurs Comité consultatif sur la police auxiliaire Comité consultatif communautaire, <i>Loi de 2009 sur les services correctionnels</i> Conseil d'administration du Fonds pour la prévention du crime et les services aux victimes Conseil des services policiers du Yukon
Ministère du Tourisme et de la Culture et Bureau du ministre responsable	Conseil consultatif du Yukon sur les arts



Ministère du Conseil exécutif et Bureau du ministre responsable	Conseil consultatif de l'Ordre du Yukon
Direction des services en français et Bureau du ministre responsable	Aucun
Commission de la fonction publique et Bureau du ministre responsable	Comité de cogestion, <i>Loi sur le régime d'assurance collective de la fonction publique</i>
Direction de la condition féminine et Bureau du ministre responsable	Conseil consultatif sur les questions touchant les intérêts de la femme
Commission de la santé et de la sécurité au travail et Bureau du ministre responsable	Bureau du défenseur des travailleurs
Société de développement du Yukon et Bureau du ministre responsable	Aucun
Société d'habitation du Yukon et Bureau du ministre responsable	Conseil consultatif sur le logement de Carcross Conseil consultatif sur le logement de Carmacks Conseil consultatif sur le logement de Dawson City Conseil consultatif sur le logement de Faro Conseil consultatif sur le logement de Haines Junction Conseil consultatif sur le logement de Mayo Conseil consultatif sur le logement de Ross River Conseil consultatif sur le logement de Teslin Conseil consultatif sur le logement de Watson Lake Conseil consultatif sur l'habitation à Whitehorse
Société des alcools du Yukon et Bureau du ministre responsable	Conseil d'administration de la Société des alcools du Yukon Régie de délivrance de licences pour le cannabis Société de distribution, <i>Loi sur le contrôle et la réglementation du cannabis</i>
Commission des loteries du Yukon et Bureau du ministre responsable	Aucun

## **PARTIE 2**

### **Organismes créés par une loi qui sont des organismes publics**

<b>Colonne 1</b>	<b>Colonne 2</b>
<b>Organisme créé par une loi</b>	<b>Responsable</b>
Chaque comité consultatif, <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>	Président
Comité consultatif des infirmières et infirmiers auxiliaires immatriculés, <i>Loi sur l'immatriculation des infirmières et infirmiers auxiliaires</i>	Président
Commission d'appel, <i>Loi sur la santé des animaux</i>	Président

Commission d'appel, <i>Loi sur les appareils à gaz</i>	Président
Commission d'appel, <i>Loi sur les assurances</i>	Président
Comité d'appel, <i>Loi sur l'apprentissage</i>	Président
Commission d'appel des évaluations, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président
Mécanisme de résolution des conflits, <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	Président
Commission d'enquête, <i>Loi sur les chiropraticiens</i>	Président
Commission d'enquête, <i>Loi sur les professions dentaires</i>	Président
Commission d'enquête, <i>Loi sur les municipalités</i>	Président
Commission d'enquête, <i>Loi sur les optométristes</i>	Président
Conseil de négociation, <i>Loi sur l'expropriation</i>	Président
Conseil d'examen de la capacité et du consentement, <i>Loi sur le consentement aux soins</i>	Président
Conseil de révision des évaluations foncières du centre du Yukon, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président
Conseil de révision des évaluations foncières du centre-est du Yukon, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président
Comité d'enquête, <i>Loi sur l'immatriculation des infirmières et infirmiers auxiliaires</i>	Président
Conseil de révision des concessions et de l'indemnisation, <i>Loi sur la faune</i>	Président
Comité de discipline – Sages-femmes, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de discipline – Pharmaciens, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de discipline – Physiothérapeutes, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de discipline – Infirmières psychiatriques autorisées, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de discipline, <i>Loi sur l'immatriculation des infirmières et infirmiers</i>	Président
Commission de réglementation des conducteurs, <i>Loi sur les véhicules automobiles</i>	Président
Conseil de révision des évaluations foncières de l'est du Yukon, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président



Tribunal d'appel de l'Éducation, <i>Loi sur l'éducation</i>	Président
Commission de délimitation des circonscriptions électorales, <i>Loi sur les élections</i>	Président
Commission des normes de sécurité en matière d'électricité, <i>Loi sur la protection contre les dangers de l'électricité</i>	Président
Commission des normes d'emploi, <i>Loi sur les normes d'emploi</i>	Président
Commission d'appel sur les privilèges hospitaliers, <i>Loi sur les hôpitaux</i>	Président
Conseil de médiation, <i>Loi sur le Conseil de médiation</i>	Président
Comité de vérifications médicales, <i>Loi sur les frais de déplacement liés à des soins médicaux</i>	Président
Comité d'examen du Code canadien de sécurité, <i>Loi sur les véhicules automobiles</i>	Président
Conseil de révision des évaluations foncières du nord du Yukon, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président
Commission d'appel des détectives privés et des gardiens de sécurité, <i>Loi sur les détectives privés et les gardiens de sécurité</i>	Président
Comité de révision – Sages-femmes, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de révision – Pharmaciens, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de révision – Physiothérapeutes, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de révision – Infirmières psychiatriques autorisées, <i>Loi sur les professions de la santé</i>	Président
Comité de révision de l'assistance sociale, <i>Loi sur l'assistance sociale</i>	Président
Conseil de révision des évaluations foncières du sud-est du Yukon, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président
Conseil de révision des évaluations foncières du sud-ouest du Yukon, <i>Loi sur l'évaluation et la taxation</i>	Président
Comité d'aide financière aux étudiants, <i>Loi de 2016 sur l'aide financière aux étudiants</i>	Président
Commission des brevets d'enseignement, <i>Loi sur l'éducation</i>	Président
Comité d'appel des enseignants et des enseignantes, <i>Loi sur la profession de l'enseignement</i>	Président

Commission de qualification professionnelle des enseignants et des enseignantes, <i>Loi sur la profession de l'enseignement</i>	Président
Comité de formation et de sélection, <i>Loi sur les services de réadaptation</i>	Président
Commission d'appel en matière d'octroi de permis, <i>Loi sur l'octroi de permis visant certaines activités touristiques en milieu sauvage</i>	Président
Commission de la santé et de la sécurité au travail, <i>Loi sur les accidents du travail</i>	Président
Comité consultatif du Yukon sur la profession d'infirmière, <i>Loi sur la santé</i>	Président
Société du Centre des arts du Yukon, <i>Loi sur le Centre des arts</i>	Premier dirigeant
Conseil d'administration de la Société du Centre des arts du Yukon, <i>Loi sur le Centre des arts</i>	Président
Régie des services de garde d'enfants du Yukon, <i>Loi sur la garde des enfants</i>	Président
Régie des hôpitaux du Yukon, <i>Loi sur les hôpitaux</i>	Premier dirigeant
Conseil d'administration de la Régie des hôpitaux du Yukon, <i>Loi sur les hôpitaux</i>	Président
Commission d'appel des loteries du Yukon, <i>Loi sur les licences de loterie</i>	Président
Conseil médical du Yukon, <i>Loi sur la profession médicale</i>	Président
Commission des affaires municipales du Yukon, <i>Loi sur les municipalités</i>	Président
Commission des services de réadaptation du Yukon, <i>Loi sur les services de réadaptation</i>	Président
Régie des entreprises de service public, <i>Loi sur les entreprises de service public</i>	Président
Université du Yukon, <i>Loi sur l'Université du Yukon</i>	Recteur
Conseil des gouverneurs de l'Université du Yukon, <i>Loi sur l'Université du Yukon</i>	Président
Commission d'appel du zonage, <i>Loi sur l'aménagement régional</i>	Président



<b>PARTIE 3</b>	
<b>ENTITÉS QUI CONSTITUENT DES ORGANISMES PUBLICS</b>	
<b>Colonne 1</b>	<b>Colonne 2</b>
<b>Entité</b>	<b>Responsable</b>
Société d'énergie du Yukon	Président

<b>ANNEXE 2</b>	
<b>REGISTRES PUBLICS</b>	
<b>Colonne 1</b>	<b>Colonne 2</b>
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> (paragraphe 85(1) et alinéa 41(1)a))	Registre de l'accès à l'information Registre de libre accès
<i>Loi sur le marquage des animaux</i> (paragraphe 5(3))	Registre des marques
<i>Loi sur les normes de construction</i> (Décret 2015/250, alinéa 33a))	Registre des mécaniciens de brûleurs à mazout
<i>Loi sur les sociétés par actions</i>	Registre des sociétés
<i>Loi sur les chiropraticiens</i> (article 3)	Registre des chiropraticiens
<i>Loi sur la protection du consommateur</i>	Registre des agents de recouvrement
<i>Loi sur les associations coopératives</i> (paragraphe 2(1))	Registre des associations coopératives
<i>Loi sur la profession dentaire</i> (paragraphe 4(1) et 23(1) et article 24)	Registre dentaire Registre des hygiénistes dentaires Registre des thérapeutes dentaires
<i>Loi sur les denturologistes</i> (paragraphe 3(2))	Registre des denturologistes
<i>Loi sur la protection contre les dangers de l'électricité</i> (Décret 1992/017, paragraphe 4(1))	Registre des entrepreneurs électriciens
<i>Loi sur l'environnement</i> (article 114, paragraphe 158(3) et Décret 2000/11, paragraphe 11(1))	Registre public des lieux pollués Registre public des avis de non-conformité Registre des titulaires de permis en matière de déchets solides
<i>Loi sur l'exécution forcée</i> (article 10)	Registre des avis de saisie
<i>Loi sur les entrepreneurs de pompes funèbres</i> (paragraphe 3(2))	Registre des entrepreneurs de pompes funèbres
<i>Loi sur les professions de la santé</i> (Décrets 2021/08, 2007/19, 2009/134, 2019/97)	Registre des sages-femmes Registre des physiothérapeutes Registre des infirmières psychiatriques autorisées Registre des pharmaciens
<i>Loi sur les assurances</i> (article 8)	Registre des licences
<i>Loi sur les terres</i> (Décret 1983/192, article 5)	<i>GeoYukon</i> et les applications qui lui succèdent Registre des terres Registre de non-conformité





<i>Loi sur l'immatriculation des infirmières et infirmiers auxiliaires (alinéa 6c))</i>	Registre des infirmières et infirmiers auxiliaires immatriculés
<i>Loi sur le mariage (paragraphe 2(1))</i>	Registre des ecclésiastiques
<i>Loi sur la profession médicale (alinéas 9(1)a) à i))</i>	Registre administratif Registre de la formation Registre des médecins Registre des membres invités Registre des membres temporaires Registre des médecins dont l'exercice est restreint Registre des sociétés Registre des spécialistes Registre des spécialistes dont l'exercice est restreint Registre d'urgence
<i>Loi sur les notaires (paragraphe 1(2))</i>	Tableau des notaires
<i>Loi sur les optométristes (article 2)</i>	Registre des optométristes
<i>Loi sur les dénominations sociales et les sociétés de personnes</i>	Registre des sociétés de personnes et des dénominations sociales
<i>Loi sur les prêteurs sur gages et les revendeurs</i>	Registre des prêteurs sur gages et des revendeurs
<i>Loi sur les sûretés mobilières (article 40)</i>	Réseau d'enregistrement des sûretés mobilières
<i>Loi sur la pharmacie et les drogues (article 8)</i>	Registre des pharmacies autorisées et des dispensaires ruraux autorisés
<i>Loi sur l'extraction de l'or (article 9)</i>	Livres des registres et documents déposés au bureau du registraire minier
<i>Loi sur les détectives privés et les gardiens de sécurité</i>	Registre des agences de sécurité du Yukon Registre des professionnels de la sécurité au Yukon
<i>Loi sur l'extraction du quartz (article 5)</i>	Livres des registres et documents déposés au bureau du registraire minier
<i>Loi sur les agents immobiliers</i>	Registre des agents immobiliers
<i>Loi sur les sociétés</i>	Registre des sociétés
<i>Territorial Lands (Yukon) Act</i>	<i>GeoYukon</i> et les applications qui lui succèdent
<i>Loi sur l'octroi de permis visant certaines activités touristiques en milieu sauvage (paragraphe 4(4))</i>	Registre des titulaires de permis